



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007 CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 09/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL)**

RD 5  
La Plaine  
34570 Pignan

Références : UD34/H2/2024-055  
Code AIOT : 0018300679

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL) implanté RD 5 La Plaine 34570 Pignan. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL)
- RD 5 La Plaine 34570 Pignan
- Code AIOT : 0018300679
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise du tri transit regroupement de déchets non dangereux provenant des déchetteries de la Métropole de Montpellier (Tout venant, déchets verts, bois) des Déchets d'Éléments d'Ameublement, des refus du site Ametyst. Certains déchets sont broyés pour faciliter leur valorisation (bois notamment).

Le site emploie directement 12 personnes et génère un chiffre d'affaire d'environ 4 millions d'euros (58 000 t de déchets réceptionnés en 2023).

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Prescriptions complémentaires	15 jours
2	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Prescriptions complémentaires	15 jours
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Prévention des risques d'inondations	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Modification des installations	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	Prescriptions complémentaires	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 16 novembre 2023 pour modifier son site.

Suite aux demandes de compléments formulés, l'exploitant a supprimé l'extension sollicitée en zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme. La modification consiste à présent à une réorganisation des stockages et des flux du site, et à la résorption des écarts aux prescriptions ministérielles

applicables visées dans le rapport.

Un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires, d'aménagement des prescriptions des arrêtés ministériels et de mise en demeure est proposé pour régulariser la situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R15 ;- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - matériaux de classe A2s1d0 ;- murs extérieurs E 30 ;- murs séparatifs E 30 ;- portes et fermetures E 30 ;- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.
<b>Constats :</b>  La classe BROOF-t3 (Classe de résistance au feu garantissant un temps de passage du feu au travers de la toiture et une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes) des toitures des bâtiments n'est pas justifiée. La toiture du bâtiment de stockage des Déchets d'Éléments d'Ameublement est en fibro-ciment. Le bâtiment de stockage des refus de tri des encombrants est en tôle avec des lanterneaux fusibles translucides. Le SDIS a été consulté sur ces modalités. Un aménagement des prescriptions est proposé. Il fait l'objet d'un projet d'arrêté complémentaire et fera l'objet d'une consultation des membres du Conseil Départementale des Risques Sanitaires et Technologiques avant la mise en signature à Monsieur le Préfet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral ci-joint portant aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les bâtiments ne sont pas pourvus de dispositifs de désenfumage. Néanmoins le bâtiment de stockage des Déchets d'Éléments d'Ameublement est ouvert sans possibilité de stagnation des fumées. Le bâtiment de stockage des encombrants est pourvu de lanterneaux translucides en toiture, fusibles sous l'effet thermique.</p> <p>Le SDIS a été consulté sur ces modalités.</p> <p>Un aménagement des prescriptions est proposé pour les bâtiments des encombrants. Il fait l'objet d'un projet d'arrêté complémentaire et fera l'objet d'une consultation des membres du Conseil Départementale des Risques Sanitaires et Technologiques avant la mise en signature à Monsieur le Préfet.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral ci-joint portant aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel susmentionné.</p> <p>L'exploitant doit justifier que le bâtiment des Déchets d'Éléments d'Ameublement présente plus de 30 % des surfaces de façades ouvertes. A défaut, il doit l'équiper de dispositifs de désenfumage.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li> </ol> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</li> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bâtiments ne sont pas dotés de système de détection incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance comprenant l'installation de détecteurs incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit finaliser la mise en conformité de ces installations en ce qui concerne la lutte contre l'incendie.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</i></p> <p><i>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</i></p> <p><i>Il comprend au minimum :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</i></li> <li>- <i>l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</i></li> <li>- <i>les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</i></li> <li>- <i>les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</i></li> <li>- <i>le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</i></li> <li>- <i>le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</i></li> <li>- <i>des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</i></li> <li>- <i>le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</i></li> <li>- <i>les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</i></li> <li>- <i>la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</i></li> <li>- <i>le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.</i></li> </ul>
<b>Constats :</b>

Ces dispositions sont applicables au 1er juillet 2024. L'exploitant mentionne avoir commencé à concaténer les documents permettant d'élaborer son plan de défense incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

**Constats :**

La zone destinée à la gestion des Déchets d'Éléments d'Ameublement n'est pas associée à une capacité de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction incendie ou les liquides résultants d'un accident de transport. Elle est en connexion hydraulique avec le cours d'eau traversant le site. L'exploitant ne dispose pas d'un justificatif de dimensionnement pour le bassin existant.

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance comprenant la réfection du dimensionnement et des capacités de rétention des eaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant doit finaliser la mise en conformité de ces installations en ce qui concerne la rétention des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Admissibilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Admissibilité des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
<b>Constats :</b>  Le site ne dispose pas d'un portique de détection de la radioactivité. L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance comprenant l'ajout d'un portail de détection de la radioactivité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit finaliser la mise en conformité de ces installations en ajoutant un portail de détection de la radioactivité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Collecte et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte et rejet des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduelles et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

<p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des eaux pluviales potentiellement polluées ne sont pas captées et ne transitent pas par un dispositif de traitement (séparateur à hydrocarbures par exemple), notamment de la zone de tri des Déchets d'Éléments d'Ameublement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit corriger la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par contact avec les déchets. L'ensemble de eaux doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement avant rejet au milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Prévention des risques d'inondations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'inondations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dépôts de matériaux et conditionnements susceptibles d'être emportés ou de gêner l'écoulement des eaux en cas de crue sont interdits en zones rouges (Rn, Ru, Rp) et bleues (Bu). Il s'agit en particulier des décharges, des dépôts d'ordures et de déchets ainsi que des dépôts et stockages de produits dangereux ou polluants.</p> <p>Sont également interdits en zones rouges (Rn, Ru, Rp) et bleues (Bu) tous les travaux d'exhaussement, notamment les remblais, ou d'affouillement des sols, en particulier les endiguements sauf s'ils sont de nature à protéger des lieux fortement urbanisés ou prévus dans le cadre d'un projet d'utilité publique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est en zone rouge du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).</p> <p>L'exploitant indique que l'arrêté préfectoral instaurant le zonage PPRI et ses règles est postérieur à son implantation.</p> <p>Le ruisseau de la Brue traverse le site. Il était hors d'eau le jour de la visite. Le responsable d'exploitation, en fonction depuis 2023, indique qu'il n'a pas été en eau dans les 12 derniers mois. Il réagirait uniquement après plusieurs jours d'épisodes cévenoles, quand les sols de la plaine sont</p>

<p>saturés.</p> <p>La topographie montre que l'écoulement du ruisseau générerait une inondation de la zone de stockage et tri des Déchets d'Éléments d'Ameublement. L'exploitant ne dispose d'aucune mesure structurelle ou organisationnelle pour faire face à un tel scénario.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit formuler ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral joint prescrivant la réalisation sous 6 mois d'une étude de réduction de la vulnérabilité du site aux inondations. Elle devra être accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre des actions retenues.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 9 : Modification des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Modification des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 16 novembre 2023 pour modifier son site.</p>

<p>Suite aux demandes de compléments formulés, l'exploitant a supprimé l'extension sollicitée en zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La modification consiste à présent à une réorganisation des stockages et des flux du site, et à la résorption des écarts aux prescriptions ministérielles applicables visées dans les fiches précédentes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit présenter sous 15 jours ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral joint.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>